

VERS DE NOUVEAUX HORIZONS

AMELIORER LES COMPETENCES DES TRAVAILLEURS PEU QUALIFIES

**Conférence internationale organisée par le Programme LEED de l'OCDE
et les Ministères danois de l'Éducation et de l'Emploi,
en coopération avec la Commission européenne**

Copenhague, 18 juin 2004

ORDRE DU JOUR

De nombreux travailleurs sont actuellement confrontés à la difficulté de maintenir leur emploi et de progresser sur le marché du travail car leurs compétences et leurs qualifications sont inadaptées. Ces travailleurs sont particulièrement vulnérables aux changements structurels, qui entraînent la création de nouveaux emplois dans les secteurs de haute technologie, alors que les activités de production demandant une main-d'œuvre peu qualifiée sont de plus en plus souvent délocalisées vers les économies émergentes. Malgré un besoin croissant en formation professionnelle et une large reconnaissance du principe de l'apprentissage tout au long de la vie, les pays industrialisés semblent n'avoir pas accordé suffisamment d'attention aux travailleurs peu qualifiés. Ainsi est-on amené à se poser la question de savoir s'il faut désormais adopter une approche plus stratégique.

Comme un rapport de l'OCDE l'a montré récemment, peu de mesures sont mises en œuvre au niveau national pour améliorer les compétences des travailleurs peu qualifiés qui réintègrent le marché du travail après une période de chômage de longue durée ou de ceux qui se sont retrouvés « piégés » dans des emplois relativement précaires et faiblement rémunérés. Dans la plupart des pays, il y a un vide entre les initiatives lancées par les services publics de l'emploi chargés de réinsérer les chômeurs sur le marché du travail et les prestations proposées par les établissements de formation, qui pourvoient essentiellement aux besoins des travailleurs qualifiés. Ce rapport a également constaté que nombre des initiatives visant à combler ce vide sont menées et gérées à l'échelon local. Elles sont souvent pilotées par des autorités locales, des syndicats, des organisations communautaires et des partenariats et elles s'efforcent de mieux articuler la demande de main-d'œuvre et les besoins en formation professionnelle. Sur la base de ce constat, le Comité LEED a décidé de lancer une étude afin d'examiner la nature des initiatives conduites à l'échelon local, le rôle qu'elles jouent dans le cadre des stratégies de développement économique et de promotion de l'emploi de portée territoriale et d'examiner leur succès relatif et leurs limites. Cinq pays participent au projet : la Belgique (Flandres), le Canada, le Danemark, le Royaume-Uni et les États-Unis.

L'objectif de cette conférence est de contribuer aux actions à mener dans ce domaine en étudiant les principaux instruments et partenariats mis en place et en examinant comment il serait possible d'améliorer les pratiques locales dans ce domaine de l'action publique. Les principaux acteurs (décideurs, praticiens, employeurs, syndicats) procéderont à des échanges de vues destinés à étayer le travail d'analyse de l'OCDE. Les résultats déjà obtenus dans le cadre de l'Étude LEED serviront de base de discussion et tous les chercheurs et délégués LEED concernés participeront au débat.

Enregistrement : 8h00 – 9h00

Président : **Jan Hendeliowitz**, Vice-Président du Comité LEED et Directeur du Service public de l'emploi de Storstrøm (Danemark).

Session d'ouverture

9h00 – 9h20 Allocutions de bienvenue : **Henrik Nepper-Christensen**, Secrétaire permanent du Ministère danois de l'Education.
Sergio Arzeni, Chef du Programme LEED.

9h20 – 9h30 Principales questions mises en lumière par l'Etude sur l'amélioration des compétences, par **Sylvain Giguère**, Chef adjoint du Programme LEED

9h30 – 10h45 **Première session : Les enjeux de l'amélioration des compétences au 21^{ème} siècle**

Pendant cette session d'ouverture, les participants s'efforceront de répondre aux questions suivantes :

- Pourquoi les compétences des travailleurs sont-elles inadaptées actuellement face aux besoins du marché du travail ?
- Quels sont les principaux obstacles et défis (sociaux, économiques, politiques) auxquels se heurtent la formation et l'amélioration des compétences des travailleurs peu qualifiés ?
- Pourquoi l'amélioration des compétences devrait-elle être une priorité pour les gouvernements et quelles actions peuvent être menées ?

*Introduction et animation du débat par **Ewart Keep**, Directeur adjoint, SKOPE, Université de Warwick, Coventry (Royaume-Uni)*

Groupe de discussion : **Robert Strauss**, Chef d'unité "Stratégie pour l'emploi", *DG Emploi et Affaires sociale, Commission européenne, Bruxelles (Belgique)*.

Villy Hovard Pedersen, Directeur de l'éducation et de la formation des adultes, *Ministère danois de l'Education*.

Mike Saucier, Directeur général, *Ressources humaines et développement des compétences (Canada)*.

10h45 – 11h15 Pause café

11h15 – 13h00 **Deuxième session : Les instruments de l'intervention publique**

Pendant la deuxième session, les participants se pencheront sur la nature et l'utilité pratique des *outils et instruments* spécifiques auxquels on a eu recours face aux problèmes et défis examinés pendant la première session. Les questions à aborder sont les suivantes :

- Quels sont les types de cours les plus appropriés pour les travailleurs peu qualifiés (nature et durée, motivations, compétences de base ou formation professionnelle) ?
- Quels sont les outils les mieux adaptés pour répondre aux besoins des employeurs (selon les secteurs et la taille de l'entreprise) ?

- Quels types de modalités de financement sont les mieux adaptés ?

*Introduction par **Penny Tamkin** (animateur du débat), maître de recherche, Institute for Employment Studies (IES, Brighton) et **Mette Noerholm**, chercheur, Danish Institute of Technological Research, qui présentera les principales conclusions des études de cas réalisées sur le Royaume-Uni et le Danemark.*

Groupe de discussion : **Annie Fouquet**, Directeur, *DARES, Ministère des Affaires Sociales, du Travail et de la Solidarité* (France) et Présidente du Comité ELSA de l'OCDE.

Johan van Rens, Directeur du *Centre européen pour le développement de la formation professionnelle (CEDEFOP)*.

Carlos Gonzalo, Directeur du *Service public de l'emploi de La Rioja* (Espagne)

13h00-14h00 Pause déjeuner

Sessions de l'après-midi

14h00 – 15h45 Troisième session : les modalités institutionnelles de l'intervention publique

Pendant cette session, les participants s'efforceront de déterminer comment s'articule l'intervention publique par rapport au cadre plus large des mesures en faveur de l'éducation des adultes et de l'emploi. Ils étudieront les mécanismes de coordination mis en place à divers niveaux dans les institutions et dans divers contextes institutionnels et définiront le rôle de chaque acteur. Plus spécifiquement, ils aborderont les questions suivantes :

- Comment identifier les bénéficiaires, suivre leur progression sur le marché du travail et anticiper les besoins en compétences qui se feront jour sur le marché du travail ? Quel est le rôle qui incombe, le cas échéant, au service public de l'emploi, aux syndicats, aux employeurs ?
- La gestion des programmes est-elle suffisamment souple du point de vue administratif pour répondre aux besoins des employeurs et des salariés ? Le cadre de l'action des pouvoirs publics (éducation des adultes, marché du travail) est-il facile à comprendre et à utiliser ?
- Est-il nécessaire de prendre des mesures volontaristes à l'échelon régional et dans les entreprises ?
- Quels sont les partenariats nécessaires dans les régions et dans les entreprises ? Les organisations locales et les partenaires sociaux sont-ils associés à la formulation et à la mise en œuvre des politiques ?

*Introduction par **Randall Eberts** (animateur), Directeur, *W.E. Upjohn Institute for Employment Research* et **Ides Nicaise**, *Higher Institute of Labour Studies (HIVA)*, Louvain (Belgique), qui présentera les principales conclusions des études de cas réalisées aux États-Unis et en Belgique.*

Groupe de discussion : **Anita Flores**, Directeur exécutif, *Jane Addams Resource Corporation*, Chicago (États-Unis).

Mike Campbell, Directeur des politiques et de la recherche, *Sector Skills Development Agency (SSDA)*, (Royaume-Uni).

Henrik Bach Mortensen, Directeur, *Danish Employers'Confederation (DA)*, (Danemark).

15h45 – 16h15 Pause café

16h15 – 17h30 Quatrième session : Quelles leçons tirer du débat pour agir maintenant ?

Au cours de la dernière session, les participants s'efforceront de tirer les enseignements des débats et de répondre aux questions suivantes :

- Que faut-il faire maintenant pour faire avancer les actions en faveur de l'amélioration des compétences ?
- Quels sont les principaux instruments mis en place, quels sont les principaux partenariats à mobiliser ?
- Comment l'OCDE peut-elle se montrer la plus utile à cet égard ?

Introduction et animation par Ron Saunders, maître de recherche, Réseaux canadiens de recherche en politique publique (RCRPP)

Groupe de discussion : **Tine Auervig-Huggenberger**, Vice-Président, *Confédération des syndicats danois* (Danemark).

Bernard Brunhes, Directeur, *Bernard Brunhes Consultants*, Paris (France).

Colin Crouch, Chef du Département des sciences politiques et sociales, *Institut universitaire européen*, Florence (Italie).

Paolo Garonna, Directeur de la recherche, *Confindustria* (Italie).

17:30 Déclarations finales par **John Martin**, Directeur, Direction de l'emploi, du travail et des affaires sociales de l'OCDE.